

Un Premier ministre jeune pour des défis énormes

TUNISIE

Les Tunisiens ont déjà un nouveau Premier ministre. Mais pas encore de nouveau gouvernement. Youssef Chahed doit former une coalition d'union nationale souhaitée par le président de la république, Béja Caïd Essebsi. La différence d'âge entre les deux hommes – 40 ans pour le premier, 89 pour le second – n'interdit pas une certaine complicité. Chahed était déjà ministre (des Affaires locales) dans le gouvernement qui vient d'être désavoué par le parlement, il fait partie du parti Nidaa Tounès créé par le « rais » il y a quatre ans, et la rumeur lui prête même un vague lien de parenté avec le président.

Mais l'homme charrie plutôt une bonne opinion, du moins de la part de ceux qui le connaissent, très minoritaires en Tunisie. Ingénieur agronome, il s'était lancé en politique après la révolution de janvier 2011. Le parti qu'il créa à ce moment, la Voie du centre, ne connut cependant pas le succès et il végéta ensuite dans plusieurs formations avant de rejoindre le conglomerat Nidaa Tounès lancé par Essebsi dans le but de contrecarrer les islamistes d'Ennahda (avec qui il s'empressa ensuite de s'allier dans une coalition gouvernementale au grand dam de ses électeurs...).

Brillant et ambitieux

La tâche de Youssef Chahed,

décrit comme brillant et ambitieux, est du genre herculéenne. Puisqu'il prend les manettes d'un pays qui va à vau-l'eau. Il a d'ailleurs déjà établi un cahier des charges qu'il entend mener à bien. Un catalogue de bonnes intentions, comme il se doit en de telles circonstances : « *gagner la lutte contre le terrorisme, déclarer la guerre contre la corruption et les corrompus, augmenter le taux de croissance et la création d'emplois, contrôler les équilibres financiers et préserver l'environnement avec une attention à la propreté* ». L'évidence. Mais les âmes les plus subtiles observent qu'il ne se contente pas de citer la corruption – mal qui prend en effet un tour affolant – mais qu'il désigne aussi les corrompus, une nouveauté. A voir.

Mais le mal le plus sournois à combattre en Tunisie actuellement se situe peut-être dans les mentalités. Qui ont évolué depuis la dictature. Comme nous l'explique Lilia Weslaty, une consœur à Tunis, « *il y a une sorte de rébellion, les gens refusent de faire leur travail, respectent de moins en moins les lois, dans les administrations et un peu partout. Le vrai problème c'est nous ! Au début j'étais souvent énervée mais après j'ai commencé à prendre conscience que c'est un phénomène général* ». L'un des défis, et non des moindres, que Youssef Chahed va devoir prendre à bras-le-corps sans tarder. ■

BAUDOUIN LOOS